2 VI 1959

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 15 avril 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi "tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrêt pour les recouvrements à effectuer par l'administration de l'enregistrement et des domaines", a donné le 27 mai 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15e april 1959 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot invoering van een bijzondere procedure in zake beslag onder derden, voor de invorderingen die dienen gedaan door het bestuur der registratie en domeinen", heeft de 27e mei 1959 het volgend advies gegeven :

L'exposé des motifs met en lumière les longueurs, complications et frais de la procédure judiciaire de saisie-arrêt et souligne la lourde mission que constitue, pour l'administration de l'enregistrement et des domaines, le recouvrement de plusieurs centaines de milliers de créances nées chaque année au profit de l'Etat ou d'organismes d'intérêt public, notamment en matière d'amendes judiciaires et frais de justice. On peut y ajouter la récupération des allocations de chômage indûment payées, des droits fraudés en matière d'enregistrement, de succession, de taxes assimilées au timbre.

Pour faciliter sa tâche, l'administration des domaines dispose déjà d'un procédé qui joint la simplicité à l'efficacité : en vertu de l'article 3 de la loi du 22 décembre 1949, le receveur chargé du recouvrement peut décerner une contrainte, laquelle est rendue exécutoire par le directeur et signifiée par exploit d'huissier.

En se fondant sur la contrainte, l'administration peut saisir-arrêter entre les mains des tiers, les biens et créances du débiteur de l'Etat, en utilisant la procédure prévue par le Code de procédure civile.

Le projet de loi a pour but de permettre aux fonctionnaires de l'administration de l'enregistrement et des domaines de pratiquer des saisies-arrêts par lettre recommandée, sans instance judiciaire en validité. Il tend en outre à constituer débiteur pur et simple des causes de la saisie, le tiers saisi qui ne

.../...

paie pas ou ne déclare pas sa créance dans les huit jours de la notification de la lettre recommandée. Cette lettre doit, de plein droit, sortir ses effets le premier jour ouvrable qui suit celui du dépôt du pli à la poste.

L'exposé des motifs invoque, à titre de précédent, la procédure instaurée par l'article 74 de l'arrêté royal du 22 septembre 1937 d'exécution des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, l'article 18 de la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital, les articles 75 et 98 de la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues, les articles 75 et 97 de la loi du 3 juin 1957 relative aux polders.

Entre ces dispositions et le projet, il existe toutefois des différences fondamentales.

1. Les dispositions existantes ne prévoient la saisie-arrêt en forme simplifiée que pour le recouvrement de créances privilégiées, tandis que le projet s'appliquera à toutes les créances dont le recouvrement est confié à l'administration des domaines.

2. Les dispositions existantes ne prévoient pas, comme le fait le projet, une déclaration de créance par le tiers saisi, lorsqu'il ne paie pas dans un délai de huitaine.

.../...

3. Les dispositions existantes autorisent la poursuite du tiers saisi négligent comme débiteur pur et simple. Le projet reprend cette règle, mais il en renforce l'effet en donnant à l'administration le pouvoir de décerner une contrainte contre le tiers.

4. Les dispositions existantes n'indiquent pas à quel moment la saisie-arrêt sort ses effets, alors que le projet établit une présomption à cet égard.

Chacun de ces quatre points est examiné ci-après.

I.

Le projet n'oblige pas l'administration des domaines à indiquer dans sa notification si la créance de l'Etat est ou non privilégiée.

Lorsque le recouvrement est poursuivi par l'administration des contributions directes, pareille précision peut paraître inutile puisque l'utilisation de la procédure simplifiée de saisie-arrêt n'est permise que lorsque la créance est privilégiée.

Au contraire, en raison de l'étendue du champ d'application du projet, il s'indique de mentionner dans la notification si la créance dont le recouvrement

.../...

est poursuivi est ou non assortie d'un privilège. Cela permettrait au tiers, saisi à la fois par l'administration des domaines au moyen d'une lettre recommandée et par une personne privée selon les règles du Code de procédure civile, de déterminer s'il doit donner la préférence à l'une des deux saisies ou les faire entrer en concurrence.

II.

Les dispositions prévoyant la procédure de saisie-arrêt par lettre recommandée, tout comme le Code de procédure civile, exposent le tiers saisi à être reconnu débiteur pur et simple à l'égard du créancier saisissant.

Dans les procédures simplifiées existantes, le tiers saisi peut être poursuivi comme débiteur pur et simple s'il ne paie pas le montant de la saisie. Comme il n'a aucune obligation de faire, dans un délai fixé, une déclaration qui motiverait son défaut de paiement, on doit logiquement admettre qu'en cas de poursuite comme débiteur pur et simple, le tiers est à tout moment recevable à présenter ses explications et justifications et qu'il ne pourrait être ensuite condamné qu'à concurrence de ce qu'il doit au saisi.

.../...

Il en va différemment lorsqu'il est fait application du Code de procédure civile. Le tiers saisi est tenu de faire sa déclaration dans un délai de quinzaine, à peine de s'exposer à être déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie. Il peut ainsi être condamné à payer une somme supérieure à celle qu'il doit à la partie saisie (Répertoire pratique de droit belge, v° Saisie-arrêt, n° 1036).

En prévoyant une déclaration et en précisant que le tiers peut être poursuivi comme débiteur pur et simple "des causes de la saisie", le projet se situe plus près du Code de procédure civile que des dispositions applicables en matière de recouvrement d'impôts directs. Il pourrait donc être interprété avec la même rigueur que les textes du Code.

Telle n'est cependant pas l'intention du Gouvernement, qui entend laisser une certaine souplesse à l'application au tiers saisi de la sanction prévue. Celui-ci pourrait racheter le défaut de déclaration dans le délai imparti en s'expliquant ultérieurement. Mais il peut s'exposer à voir suspectées les justifications de remboursement sans date certaine qu'il produirait tardivement. Il s'expose, en outre, à devoir supporter certains frais que l'administration aurait été contrainte d'exposer à la suite de l'absence de déclaration.

.../...

III.

L'article 577 du Code de procédure civile de 1806 disposait : "Le tiers saisi qui ne fera pas sa déclaration, ou qui ne fera pas les justifications ordonnées par les articles ci-dessus, sera déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie".

Cette disposition imposait au juge de condamner le tiers défaillant comme débiteur des causes de la saisie, mais la rigueur de son application était tempérée par l'inexistence d'un délai dans lequel le tiers aurait eu l'obligation de faire la déclaration. Dès lors, la condamnation n'était possible qu'après fixation par jugement d'un délai fatal.

Pour simplifier cette procédure, l'arrêté royal du 30 mars 1936 a déterminé un délai légal de déclaration : quinze jours suivant l'assignation du tiers saisi. Le même arrêté royal remplaçait dans l'article 577 du Code le mot "sera" par "pourra être", donnant ainsi au tribunal toute liberté d'appliquer la pénalité au tiers en défaut.

Cette faculté d'apprécier s'il convient d'imposer au tiers le paiement des causes de la saisie se retrouve dans le projet, mais appartient non au tribunal mais au fonctionnaire saisissant lui-même , lequel pourra décerner contrainte contre le tiers saisi.

.../...

Il ne semble pas, dans pareil système, que le tribunal saisi sur opposition à la contrainte puisse se substituer à l'administration pour apprécier s'il convenait ou non d'appliquer cette sanction au tiers. Ainsi, l'administration se fait-elle juge de sa propre cause.

L'emploi de la contrainte conjuguée avec la brièveté du délai imparti pour faire la déclaration peut faire courir au tiers saisi de réels dangers. S'il est absent, ne fût-ce que pendant un mois, le tiers pourrait trouver à son retour ses avoirs saisis et son crédit ébranlé. Cette conséquence est d'autant plus grave que la saisie-arrêt pourrait avoir été pratiquée sur la foi de renseignements erronés.

Le Conseil d'Etat estime qu'il conviendrait de ne pas s'écarter, pour l'application d'une procédure simplifiée, du système de garanties que le Code de procédure civile accorde au tiers saisi. Le recours à la contrainte à l'égard du tiers saisi devrait être écarté et le pouvoir d'apprécier si celui-ci mérite d'être reconnu débiteur des causes de la saisie devrait rester dévolu aux tribunaux.

IV.

La saisie-arrêt ordinaire a effet le jour même de la signification de l'exploit. Toutefois, le tiers saisi peut établir qu'il n'a pas eu connaissance de l'opposition et voir reconnaître la validité d'un paiement effectué après la signification (Répertoire pratique de droit belge, v° Saisie-arrêt, n° 524).

Les dispositions des procédures déjà existantes qui organisent la saisie-arrêt par lettre recommandée ne contiennent aucune règle dérogeant à ces conceptions. Il faut donc admettre qu'elles sont également applicables dans ce cas.

Le projet, par contre, prévoit que la notification sort ses effets "le premier jour ouvrable qui suit celui du dépôt du pli à la poste". Cette présomption joue de plein droit et rien, dans le texte, n'indique que le tiers est autorisé à la combattre.

Elle ne manquera pas de soulever les difficultés d'application suivantes :

a) la notification devrait sortir ses effets dès la première heure du jour indiqué, alors que les plis recommandés ne sont généralement distribués qu'à la deuxième distribution du courrier, entre 10 et 11 heures;

b) on peut craindre des retards dans l'acheminement du courrier, qui ne permettraient pas à la poste de distribuer les plis au lendemain de leur dépôt;

c) les établissements de crédit ouvrent leurs guichets à 9 heures; aussi, le débiteur saisi pourrait-il retirer ses fonds dans la première heure d'ouverture, avant l'arrivée de la lettre recommandée;

d) les établissements de crédit à succursales multiples qui reçoivent normalement les saisies-arrêts à leur siège social, ne disposeront pas du temps nécessaire pour en aviser les agences intéressées;

e) si le tiers est absent plus de quinze jours, la lettre recommandée fera retour à l'envoyeur; comment le tiers aura-t-il connaissance de ses obligations ?

En présence de ces difficultés, il serait préférable de ne pas déroger au droit commun et de permettre au tiers saisi de prouver qu'il n'a eu connaissance de la notification que postérieurement au premier jour ouvrable qui suivait celui du dépôt à la poste de la lettre. Cette possibilité doit d'autant plus être assurée que les notifications seront vraisemblablement faites au moyen de lettres recommandées d'office, non affranchies, que le facteur est autorisé à remettre à une personne de l'entourage du destinataire, lorsque ce dernier est absent. On pourrait y obvier en portant sur le pli une mention prescrivant de le remettre en main propre.

\+

\+ +

Un autre problème important ne manquera pas d'apparaître à l'usage : de quelle manière se régleront les concours de saisie ?

Le projet se borne à dire que le tiers saisi déclare les saisies-arrêts ou oppositions déjà formées entre ses mains. L'administration devra convenir avec les autres créanciers saisissants d'une répartition des fonds saisis. A défaut d'accord, on devra procéder comme il est dit au Code de procédure civile, au titre: "De la distribution par contribution".

\+

\+ +

Le projet appelle encore quelques observations particulières :

1. La notification de la saisie-arrêt devrait pouvoir se faire également par ministère d'huissier, tout en conservant le bénéfice du régime de procédure simplifiée, lorsqu'il est utile d'atteindre rapidement et avec certitude la personne du tiers saisi. Tel serait le cas où le tiers domicilié à l'étranger ne ferait que passer par le territoire belge.

2. Le projet prévoit que la notification pourra être faite par "un fonctionnaire de l'administration de l'enregistrement et des domaines". Selon les renseignements fournis, ce fonctionnaire devrait être d'un grade au moins égal à celui de receveur. Cette précision figurerait utilement dans le texte.

3. Le projet prévoit que copie de la notification est adressée, le jour même, au débiteur. Les deux lettres recommandées devraient donc être déposées simultanément.

Si la saisie-arrêt est pratiquée dans un établissement de crédit ou à l'Office des comptes chèques postaux, il est à craindre que le débiteur, averti de la mesure, ne s'empresse de retirer ses fonds avant que l'organisation administrative de l'établissement n'ait pu exécuter la mesure de blocage du compte.

Pareil risque n'existera pas sous l'empire du droit commun, puisque le Code de procédure civile donne un délai de huit jours pour dénoncer la saisie-arrêt au débiteur saisi.

Le Conseil d'Etat propose de prévoir un délai de trois jours dans le régime instauré par le projet.

4. Le projet rend possible la poursuite, comme débiteur pur et simple, du tiers qui ne paie pas ou qui ne fait pas de déclaration indiquant les motifs qui l'empêchent de payer.

Ces motifs peuvent être légitimes. Ce sera le cas du tiers qui ne doit rien, qui doit à terme, sous condition, ou qui a déjà reçu signification de saisies-arrêts. Mais les motifs peuvent aussi être simplement dilatoires, ils peuvent être fondés sur l'impécuniosité du tiers.

Dans ce dernier cas, lorsque le motif invoqué ne constitue pas une justification valable du refus de payer, il est normal de prévoir que le tiers puisse être poursuivi comme débiteur direct. Le projet doit être complété sur ce point.

\+

\+ +

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour le dispositif du projet:

Le présent avis reproduit d'une manière synoptique les dispositions du texte du Gouvernement et celles du texte proposé par le Conseil d'Etat :

.../...

Article 1er.-

§ 1er. La notification de créances exigibles à charge d'une personne déterminée, adressée sous pli recommandé à un tiers, par un fonctionnaire de l'administration de l'enregistrement et des domaines agissant en vue du recouvrement de ces créances, emporte saisie-arrêt ou opposition sur les sommes, valeurs et effets mobiliers que le tiers doit à ladite personne ou détient pour son compte.

La notification indique le montant de la créance, la nature et la date du titre et le bureau où le paiement doit être fait. Elle sort ses effets le premier jour ouvrable qui suit celui du dépôt du pli à la poste.

Une copie de la notification est adressée, le jour même, au débiteur, également par pli recommandé. Lorsque la saisie est faite en vertu d'une contrainte qui n'a pas encore été signifiée, le texte de celle-ci est annexé à la dite copie.

§ 2. Dans les huit jours de la notification, le tiers est tenu de verser au receveur compétent, en l'acquit du débiteur, le montant indiqué dans la notification, jusqu'à concurrence des sommes qu'il doit ou détient.

Article 1er.-

Lorsque l'administration de l'enregistrement et des domaines est légalement chargée de recouvrer une créance constatée par un titre authentique ou par une contrainte exécutoire, tout fonctionnaire de cette administration, d'un grade au moins égal à celui de receveur, peut, dans les formes prévues par la présente loi, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers, les sommes, valeurs et effets mobiliers que celui-ci doit au débiteur de cette créance ou détient pour compte de ce débiteur.

Article 2.-

La saisie-arrêt est signifiée par exploit d'huissier ou notifiée par lettre recommandée à la poste. L'acte indique le montant de la créance, le privilège dont elle est éventuellement assortie, la nature et la date du titre et le receveur auquel le paiement doit être fait.

L'acte reproduit les dispositions de la présente loi.

Article 3.-

Une copie de l'acte de saisie est adressée dans les trois jours, au débiteur, par lettre recommandée à la poste. Lorsque la saisie est faite en vertu d'une contrainte qui n'a pas encore été signifiée, le texte de celle-ci est annexé à cette copie.

Article 4.-

Dans les huit jours de la notification, le tiers est tenu de verser au receveur indiqué dans l'acte de saisie, en l'acquit du débiteur, le montant mentionné dans cet acte, jusqu'à concurrence des sommes qu'il doit ou détient.

Si un motif quelconque l'empêche d'effectuer entièrement le versement demandé, le tiers est tenu de transmettre, dans le même délai de huit jours, au fonctionnaire qui lui a adressé la notification, une déclaration certifiée sincère, énonçant le montant, les modalités et les causes de sa dette ainsi que les saisies-arrêts ou oppositions déjà formées entre ses mains. Si la dette a pour objet des valeurs ou effets mobiliers, la déclaration en contient la liste complète.

A défaut de se conformer aux dispositions du présent paragraphe, le tiers peut être poursuivi, par voie de contrainte, comme débiteur pur et simple des causes de la saisie.

§ 3. Si la dette du tiers est à terme ou a pour objet des valeurs ou effets mobiliers, l'administration poursuivante peut assigner le débiteur devant le tribunal pour faire ordonner la vente, dans les formes légales, de la créance, des valeurs ou des effets mobiliers.

Article 2.-

Le Roi peut apporter aux codes régissant les impôts dont le recouvrement incombe à l'administration de l'enregistrement et des domaines, les modifications nécessaires pour y insérer les dispositions qui précèdent.

Si le tiers n'effectue pas le versement demandé ou s'il ne l'effectue que partiellement, il est tenu d'en faire connaître les motifs, dans le même délai de huit jours, au fonctionnaire saisissant, par une déclaration certifiée sincère énonçant le montant, les modalités et les causes de sa dette, ainsi que, le cas échéant, les saisies-arrêts et les oppositions déjà formées entre ses mains ou les cessions qui lui auraient été signifiées. Si la dette a pour objet des valeurs ou effets mobiliers, la déclaration en contient la liste complète. Au cas où il ne devrait rien, le tiers l'affirmera expressément.

Article 5.-

A défaut de se conformer à l'article 4, ou si les motifs invoqués ne sont pas fondés, le tiers saisi peut être poursuivi devant le tribunal comme débiteur pur et simple.

Article 6.-

Si la dette du tiers est à terme ou a pour objet des valeurs ou effets mobiliers, l'administration poursuivante peut assigner le débiteur devant le tribunal pour faire ordonner la vente, dans les formes légales, de la créance, des valeurs ou des effets mobiliers.

Article 7.-

Le Roi peut apporter aux codes régissant les impôts dont le recouvrement incombe à l'administration de l'enregistrement et des domaines, les modifications nécessaires pour y insérer les dispositions qui précèdent.

De memorie van toelichting wijst met nadruk op de lange, ingewikkelde en zeer kostelijke procedure waarmede beslag onder derden gepaard gaat en onderstreept dat de invordering van verschillende honderdduizenden schuldvorderingen die elk jaar, inzonderheid als boeten en gerechtskosten, aan de Staat of aan instellingen van openbaar nut vervallen, voor het bestuur der registratie en domeinen een zware last betekent. Daarbij kan nog worden gevoegd de terugvordering van ten onrechte uitgekeerde werkloosheidsvergoedingen en van inzake registratie, successie en met het zegel gelijkgestelde taksen ontdoken rechten.

Om zijn taak te vergemakkelijken, beschikt het bestuur der domeinen reeds over een procédé dat even eenvoudig als doeltreffend is : krachtens artikel 3 van de wet van 22 december 1949, kan de met de invordering belaste ontvanger een dwangbevel uitvaardigen, dat door de directeur uitvoerbaar verklaard en bij deurwaardersexploot betekend wordt.

Op grond van het dwangbevel kan het bestuur, door middel van de in het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering voorgeschreven procedure, bij derden beslag leggen op de goederen en schuldvorderingen van de schuldenaar van de Staat.

Het ontwerp strekt ertoe, de ambtenaren van het bestuur der registratie en domeinen te machtigen tot het leggen van beslag onder derden

.../...

door middel van een ter post aangetekende brief, zonder gerechtelijke geldigverklaring. Ook wil het de derde beslagene die niet betaalt of zijn schuldvordering niet aangeeft binnen acht dagen na de kennisgeving bij ter post aangetekende brief, beschouwen als zuiver schuldenaar van de oorzaken van het beslag. De brief moet van rechtswege uitwerking hebben de eerste werkdag volgend op de dag dat hij ter post is besteld.

De memorie van toelichting beroept zich op het precedent van de procedure ingesteld bij artikel 74 van het koninklijk besluit van 22 september 1937 ter uitvoering van de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen, bij artikel 18 van de wet van 17 oktober 1945 tot invoering van een belasting op het kapitaal, bij de artikelen 75 en 98 van de wet van 5 juli 1956 betreffende de wateringen, en bij de artikelen 75 en 97 van de wet van 3 juni 1957 betreffende de polders.

Deze bepalingen en het ontwerp verschillen echter grondig van elkaar.

1. De bestaande bepalingen kennen de vereenvoudigde vorm van het beslag onder derden alleen voor de invordering van bevoorrechte schuldvorderingen, terwijl het ontwerp toepassing zal vinden op alle schuldvorderingen waarvan de invordering aan het bestuur der domeinen is opgedragen.

.../...

2. De bestaande bepalingen schrijven niet voor, zoals het ontwerp, dat de derde beslagene van zijn schuldvordering aangifte moet doen, zo hij niet binnen acht dagen betaalt.

3. Krachtens de bestaande bepalingen kan de nalatige derde beslagene als gewoon schuldenaar worden vervolgd. Het ontwerp neemt deze regel over, maar versterkt de uitwerking ervan door de administratie te machtigen tot het verlenen van een dwangbevel tegen de derde.

4. De bestaande bepalingen zeggen niet op welk tijdstip het beslag onder derden uitwerking heeft, terwijl het ontwerp hieromtrent een vermoeden instelt.

Elk van deze vier punten wordt hierna onderzocht.

I.

Het ontwerp verplicht het bestuur der domeinen niet, bij zijn kennisgeving te vermelden of de schuldvordering van de Staat al dan niet bevoorrecht is.

Wordt de invordering vervolgd door het bestuur der directe belastingen, dan kan zulke vermelding overbodig schijnen, aangezien de vereenvoudigde procedure inzake beslag onder derden alleen mag worden toegepast als de schuldvordering bevoorrecht is.

.../...

Gelet op het uitgebreide toepassingsgebied van het ontwerp, is het echter geraden bij de kennisgeving te vermelden of de schuldvordering waarvan de invordering wordt vervolgd, al dan niet bevoorrecht is. Zo kan de derde, op wiens goederen tegelijk door het bestuur der domeinen bij ter post aangetekende brief en door een particulier volgens de regels van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering beslag wordt gelegd, uitmaken of hij aan een van beide beslagleggingen de voorkeur moet geven, dan wel beide op gelijke voet moet stellen.

II.

Zoals krachtens het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering kan ook krachtens de bepalingen betreffende de procedure inzake beslag onder derden bij ter post aangetekende brief, de derde beslagene tot gewoon schuldenaar ten aanzien van de beslagleggende schuldeiser worden verklaard.

Volgens de bestaande vereenvoudigde procedureskan de derde beslagene als gewoon schuldenaar worden vervolgd, indien hij het bedrag van het beslag niet voldoet. Aangezien hij niet verplicht is binnen een bepaalde termijn een verklaring te doen ter verantwoording van zijn wanbetaling, is het logisch dat de derde, ingeval hij als gewoon schuldenaar wordt vervolgd, te allen tijde uitleg mag verschaffen en zich mag verantwoorden, en dat hij daarna slechts zou mogen worden veroordeeld tot het bedrag dat hij aan de beslagene verschuldigd is.

.../...

De zaken staan anders wanneer het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering wordt toegepast. De derde beslagene moet zijn verklaring doen binnen een termijn van veertien dagen, zo niet loopt hij gevaar zuiver schuldenaar van de oorzaken van het beslag te worden verklaard. Op die wijze kan hij worden veroordeeld tot het betalen van een hoger bedrag dan hij aan de beslagene partij verschuldigd is (Répertoire pratique de droit belge, v° Saisie-arrêt, nr 1036).

Waar het ontwerp zegt dat een "verklaring" moet worden ingediend en dat de derde "als zuiver schuldenaar van de oorzaken van het beslag" kan worden vervolgd, staat het dichter bij het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering dan bij de bepalingen die inzake inning van directe belastingen toepasselijk zijn. Het zou dus even streng kunnen worden geïnterpreteerd als de teksten van het Wetboek.

Dit is echter niet de bedoeling van de Regering, die de voorgeschreven sanctie met een zekere soepelheid op de derde beslagene wil toegepast zien. Deze zou het feit dat hij heeft nagelaten binnen de gestelde termijn een verklaring te doen, door een latere verklaring kunnen goedmaken. Maar hij loopt ook het gevaar dat de bewijzen van terugbetaling zonder vaste datum die hij te laat zou overleggen, als verdacht worden beschouwd. Verder bestaat ook de mogelijkheid dat hem sommige kosten worden aangerekend die de administratie heeft moeten maken doordat geen verklaring was gedaan.

.../...

III.

Artikel 577 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering van 1806 bepaalde : "De derde beslagene die zijn verklaring niet doet, of die de bij de bovenstaande artikelen voorgeschreven bewijzen niet levert, wordt zuiver schuldenaar van de oorzaken van het beslag verklaard".

Krachtens deze bepaling moest de rechter de in gebreke blijvende derde als schuldenaar van de oorzaken van het beslag veroordelen, doch de strenge toepassing ervan werd verzacht door het feit, dat geen termijn was bepaald binnen welke de derde zijn verklaring zou hebben moeten doen. Veroordeling was derhalve alleen mogelijk nadat een vonnis een beslissende termijn had vastgesteld.

Om deze procedure te vereenvoudigen,heeft het koninklijk besluit van 30 maart 1936 een wettelijke termijn voor de verklaring gesteld : vijftien dagen na de dagvaarding van de derde beslagene. Hetzelfde koninklijk besluit heeft in artikel 577 van het Wetboek het woord "wordt" ("sera") vervangen door: "kan worden" ("pourra être"), zodat de rechtbank vrij kan beslissen of de strafbepaling ten aanzien van de in gebreke gebleven derde zal worden toegepast.

Deze bevoegdheid om te oordelen of de derde moet worden verplicht de oorzaken van het beslag te betalen, vindt men in het ontwerp terug, maar hier komt zij niet toe aan de rechtbank doch aan de beslagleggende ambtenaar zelf, die tegen de derde beslagene een dwangbevel kan verlenen.

.../...

In dit systeem lijkt het niet mogelijk dat de rechtbank, waarbij tegen het dwangbevel verzet is gedaan, zich in de plaats zou stellen van de administratie om te oordelen of bedoelde sanctie al dan niet op de derde moest worden toegepast. Zo wordt de administratie rechter in eigen zaak.

Het gebruik van het dwangbevel waar reeds een zo korte termijn is gesteld voor het indienen van de verklaring, kan voor de derde beslagene werkelijke gevaren opleveren. Is de derde, al was het maar een maand, afwezig, dan kan hij bij zijn terugkeer zijn goederen inbeslaggenomen en zijn krediet geschokt vinden. Dit gevolg is des te erger, daar het beslag onder derden zou kunnen zijn gedaan op grond van onjuiste inlichtingen.

Naar 's Raads oordeel, zou voor de toepassing van een vereenvoudigde procedure niet mogen worden afgeweken van de waarborgen, welke het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering de derde beslagene toekent. Het gebruik van het dwangbevel ten aanzien van de derde beslagene zou moeten worden uitgesloten, en het zou de taak van de rechtbanken moeten blijven, te oordelen of de betrokkene al dan niet als schuldenaar van de oorzaken van het beslag moet worden beschouwd.

.../...

IV.

Het gewone beslag onder derden heeft uitwerking de dag zelf waarop het exploot wordt betekend. De derde beslagene mag evenwel bewijzen dat hij van het verzet geen kennis heeft gehad; zo kan de geldigheid worden erkend van een betaling die na de betekening is gedaan (Répertoire pratique de droit belge, v° Saisie-arrêt, nr 524).

De bepalingen van de reeds bestaande procedures die beslag onder derden bij ter post aangetekende brief mogelijk maken, bevatten geen enkele regel die van deze opvattingen afwijkt. Men behoort dus aan te nemen dat zij ook in dat geval toepassing vinden.

Volgens het ontwerp daarentegen heeft de kennisgeving uitwerking "de eerste werkdag volgend op de dag van de afgifte van het stuk ter post". Dit vermoeden speelt van rechtswege en in de tekst wijst niets erop, dat de derde dat vermoeden kan bestrijden.

Onvermijdelijk zullen hierdoor bij de toepassing de volgende moeilijkheden rijzen :

a) de kennisgeving zou uitwerking moeten hebben vanaf het eerste uur van de aangegeven dag, terwijl ter post aangetekende brieven doorgaans slechts bij de tweede postbedeling, tussen 10 en 11 uur, worden besteld;

b) vertraging bij de doorzending van de briefwisseling is niet uitgesloten; in dat geval zou de post de brieven niet daags na hun afgifte kunnen bestellen;

.../...

c) de kredietinstellingen openen hun loketten te 9 uur; de beslagene zou dus zijn geld gedurende het eerste openingsuur kunnen opvragen, voordat de aangetekende brief wordt besteld;

d) de kredietinstellingen met talrijke filialen die het beslag onder derden normaal in hun maatschappelijke zetel ontvangen, zullen niet over de nodige tijd beschikken om de betrokken agentschappen te verwittigen;

e) is de derde meer dan vijftien dagen afwezig, dan zal de aangetekende brief aan de afzender worden teruggezonden; hoe zal de derde dan kennis krijgen van zijn verplichtingen ?

Gelet op al deze bezwaren, ware het raadzaam niet van het gemeen recht af te wijken, en de derde beslagene in de gelegenheid te stellen het bewijs te leveren dat hij de kennisgeving eerst heeft ontvangen na de eerste werkdag volgend op die waarop de brief ter post is bezorgd. Deze mogelijkheid moet hem des te meer worden geboden, daar de kennisgevingen waarschijnlijk zullen worden gedaan door middel van ambtshalve ter post aangetekende en ongefrankeerde brieven, welke de briefbesteller mag afgeven aan iemand uit de omgeving van de geadresseerde, wanneer deze afwezig is. Dit zou kunnen worden verholpen door op de brief de melding aan te brengen dat hij aan de betrokkene persoonlijk moet worden overhandigd.

+

+ +

In de praktijk zal nog een ander probleem ontstaan : hoe zal de samenloop van beslagleggingen worden geregeld ?

Het ontwerp zegt alleen dat de derde beslagene aangifte doet van "het in zijn handen reeds gedane beslag". De administratie zal zich met de andere beslagleggende schuldeisers moeten verstaan over de omslag van de in beslag genomen gelden. Wordt geen overeenkomst bereikt, dan moet worden gehandeld zoals in het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering is voorgeschreven onder de titel "Verdeling na omslag".

\+

\+ \+

Bij het ontwerp zijn nog enkele bijzondere opmerkingen te maken :

1. Het beslag onder derden zou ook door toedoen van deurwaarders moeten kunnen worden betekend, met behoud van de vereenvoudigde procedure ingeval de derde beslagene spoedig en met zekerheid persoonlijk moet worden bereikt. Dit zou het geval zijn wanneer de in het buitenland gedomicilieerde derde slechts op doorreis in België zou zijn.

2. Het ontwerp zegt dat kennisgeving kan worden gedaan door "een ambtenaar van het bestuur der registratie en domeinen". Volgens verkregen inlichtingen zou die ambtenaar een graad moeten hebben die ten minste gelijk-

staat met die van ontvanger. Het ware dienstig dit in de tekst te vermelden.

3. Het ontwerp bepaalt dat een afschrift van de kennisgeving dezelfde dag aan de schuldenaar moet worden toegezonden. Beide aangetekende brieven zouden dus gelijktijdig ter post moeten worden bezorgd.

Heeft het beslag onder derden plaats in een kredietinstelling of bij het Bestuur der postchecks, dan valt te vrezen, dat de schuldenaar die van de maatregel kennis heeft, zich zal haasten om zijn geld op te vragen voordat de administratie van de betrokken instelling de maatregel tot blokkering van de rekening heeft kunnen ten uitvoer leggen.

Zulk gevaar bestaat niet in de regeling van het gemeen recht, aangezien het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering een termijn van acht dagen stelt om de betrokken schuldenaar kennis te geven van het beslag onder derden.

De Raad van State stelt voor, dat in de door het ontwerp ingevoerde regeling een termijn van drie dagen zou worden vastgesteld.

4. Krachtens het ontwerp zal de derde, die niet betaalt of geen verklaring aflegt omtrent de redenen die hem beletten te betalen, als een gewoon schuldenaar kunnen worden vervolgd.

.../...

Die redenen kunnen wettige redenen zijn, namelijk als de derde niets verschuldigd is, op termijn of onder voorwaarde iets verschuldigd is, of als hem reeds beslag onder derden is betekend. Maar de redenen kunnen ook met het oog op vertraging of uit geldgebrek zijn aangevoerd.

In dit laatste geval, wanneer de aangevoerde reden dus geen geldige verantwoording is van de weigering tot betaling, is het normaal te bepalen dat de derde als rechtstreeks schuldenaar kan worden vervolgd. Het ontwerp is op dit punt aangevuld.

\+

\+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen, stelt de Raad van State voor, de artikelen van het ontwerp als volgt te lezen.

Hieronder worden naast elkaar de bepalingen van de tekst van de Regering en die van de door de Raad van State voorgestelde tekst geplaatst.

Artikel 1.-	Artikel 1.-
§ 1. De notificatie van schuldvorderingen eisbaar ten laste van een bepaalde persoon, welke bij ter post aangetekend schrijven aan een derde gedaan wordt, door een ambtenaar van het bestuur der registratie en domeinen optredend tot invordering van deze schuldvorderingen, geldt als beslag onder derden of verzet voor de sommen, waarden en roerende goederen welke de derde aan gezegde	Is het bestuur der registratie en domeinen wettelijk belast met de invordering van een door een authentieke titel of door een uitvoerbaar dwangbevel vastgestelde schuldvordering, dan kan ieder ambtenaar van dat bestuur met een ten minste met ontvanger gelijkstaande graad, in de door deze wet voorgeschreven vormen, in handen van een derde beslag leggen op de sommen, waarden en roe-

.../...

persoon verschuldigd is of voor diens rekening onder zich houdt.

De notificatie vermeldt het bedrag van de schuldvordering, de aard en de datum van de titel en het kantoor waar de betaling moet gedaan worden. Ze heeft uitwerking de eerste werkdag volgend op de dag van de afgifte van het stuk ter post.

Een afschrift van de notificatie wordt dezelfde dag en eveneens bij ter post aangetekend schrijven aan de schuldenaar toegezonden. Wanneer het beslag gedaan wordt op grond van een nog niet betekend dwangschrift, wordt de tekst van dit dwangschrift bij gezegd afschrift gevoegd.

§ 2. De derde is er toe gehouden binnen de acht dagen van de notificatie aan de bevoegde ontvanger, ter ontlasting van de schuldenaar, het bedrag te storten aangeduid in de notificatie tot beloop van de sommen die hij verschuldigd is of onder zich houdt.

Indien enige reden hem belet de gevraagde storting integraal te doen, moet de derde, binnen dezelfde termijn van acht dagen, aan de ambtenaar die hem de notificatie gestuurd heeft, een voor echt verklaarde verklaring doen toekomen, vermeldende het bedrag, de modaliteiten en de oorzaak van zijn schuld alsmede het in zijn rende goederen welke deze aan de schuldenaar van die schuldvordering verschuldigd is, of voor diens rekening onder zich houdt.

Artikel 2.-

Het beslag onder derden wordt bij deurwaardersexploot betekend of bij ter post aangetekende brief ter kennis gebracht. De akte vermeldt het bedrag van de schuldvordering, het voorrecht dat zij eventueel geniet, de aard en de datum van de titel en de ontvanger aan wie de betaling moet worden gedaan.

De akte vermeldt de bepalingen van deze wet.

Artikel 3.-

Een afschrift van de akte van beslag wordt binnen drie dagen bij een ter post aangetekende brief aan de schuldenaar gezonden. Wordt het beslag gedaan op grond van een nog niet betekend dwangbevel, dan wordt de tekst van dit dwangbevel bij dit afschrift gevoegd.

Artikel 4.-

Binnen acht dagen na de kennisgeving moet de derde aan de in de akte van beslag aangewezen ontvanger, ter ontlasting van de schuldenaar, het in die akte vermelde bedrag storten tot het beloop van de sommen die hij verschuldigd is of onder zich houdt.

Verricht de derde de gevorderde betaling niet, of verricht hij ze slechts gedeeltelijk, dan moet hij, binnen dezelfde termijn van acht dagen, daarvan de redenen doen kennen aan de beslagleggende ambtenaar, door middel van een gewaarmerkte verklaring waarin zijn vermeld het bedrag, de modaliteiten en de oorzaken van zijn schuld, alsook, bij voorkomend geval, het

.../...

handen reeds gedane beslag onder derden of verzet. Indien de schuld waarden of roerende goederen tot voorwerp heeft, geeft de verklaring de volledige lijst ervan aan.

Ingeval hij zich niet naar de bepalingen van deze paragraaf schikt, kan de derde bij dwangschrift vervolgd worden als zuiver schuldenaar van de oorzaken van het beslag.

§ 3. Indien de schuld van de derde op termijn is of waarden of roerende goederen tot voorwerp heeft, kan het bestuur dat de vervolgingen leidt, de schuldenaar voor de rechtbank dagvaarden om de verkoop te doen bevelen, in de vormen van het recht, van de schuldvordering, de waarden of de roerende goederen.

Artikel 2.-

De Koning kan in de wetboeken die de belastingen waarvan de invordering op het bestuur der registratie en domeinen rust, beheersen, de nodige wijzigingen aanbrengen om er de bepalingen die voorafgaan in te lassen.

reeds in zijn handen gedane beslag onder derden of verzet, of de overdrachten die hem zouden zijn betekend. Heeft de schuld waarden of roerende goederen tot voorwerp, dan wordt in de verklaring een opsomming daarvan gegeven. Mocht hij niets verschuldigd zijn, dan moet de derde dit uitdrukkelijk bevestigen.

Artikel 5.-

Gedraagt de derde beslagene zich niet naar de voorschriften van artikel 4, of zijn de aangevoerde redenen ongegrond, dan kan hij als gewoon schuldenaar voor de rechtbank worden vervolgd.

Artikel 6.-

Is de schuld van de derde op termijn, of heeft zij waarden of roerende goederen tot voorwerp, dan kan het bestuur dat de vervolging instelt, de schuldenaar voor de rechtbank dagvaarden om te doen bevelen dat de schuldvordering, de waarden of de onroerende goederen in de door de wet voorgeschreven vorm worden verkocht.

Artikel 7.-

De Koning kan in de wetboeken die een regeling bevatten inzake belastingen welke het bestuur der registratie en domeinen moet invorderen, de nodige wijzigingen aanbrengen om er de hiervorenvermelde bepalingen in te voegen.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

P.COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
P.ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.
Le rapport a été présenté par M.G.PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.